



Conférence de presse de Bachar al-Jaafari suite à l'annonce du gel des pourparlers inter-Syriens à défaut du gel des zones de combat...

Par [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Mondialisation.ca, 06 février 2016

Vidéo You Tube / SANA

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

[Texte intégral]

Voici la déclaration de M. Laurent Fabius, chef de la diplomatie française, au soir du mercredi 3 février 2016 [1] :

« L'Envoyé spécial des Nations unies vient d'annoncer la suspension des négociations inter-syriennes de Genève, en raison des circonstances dramatiques de terrain en Syrie qui les privent de sens.

Nous condamnons l'offensive brutale menée par le régime syrien, avec le soutien de la Russie, pour encercler et asphyxier Alep et ses centaines de milliers d'habitants. J'exprime le plein soutien de la France à la décision de l'Envoyé spécial, dans ce contexte, de suspendre les négociations, auxquelles ni le régime de Bachar al-Assad ni ses soutiens ne souhaitent visiblement contribuer de bonne foi, torpillant ainsi les efforts de paix.

La France attend du régime et de ses alliés le respect de leurs obligations humanitaires et de la résolution 2254 du Conseil de sécurité, à savoir la cessation des bombardements indiscriminés, la levée des sièges et le plein accès humanitaire aux populations syriennes.

Les échéances internationales prochaines, et notamment la conférence de Londres à laquelle je participerai demain, seront l'occasion de consultations approfondies avec nos partenaires sur les prochaines étapes indispensables ».

Suspension des négociations prétendument inter-syriennes et condamnation fabiusienne prononcées ce même jour béni qui a vu l'Armée nationale syrienne briser le siège des deux petites villes de Nobol et Al-Zahra où soixante dix mille âmes étaient encerclées depuis trois ans et demi par les amis de M. Fabius, refusant de se rendre, souffrant de tous les manques et de tous les maux, sans jamais susciter la compassion de qui que ce soit parmi les soi-disant amis du peuple syrien.

Contexte qui réanime plutôt que d'asphyxier Alep, en ressuscitant chez ses habitants l'espoir d'une prochaine libération de l'horreur terroriste qu'ils endurent depuis l'été 2012. Contexte que nous explique le représentant permanent de la Syrie auprès de l'ONU, le Docteur Bachar al-Jaafari, lors d'une conférence de presse impromptue à quelques minutes d'intervalle de la sienne. Contexte qui redonne au combat de l'armée syrienne, militaire et diplomatique, tout le sens que M. Fabius prétend ne pas saisir [NdT].



La Délégation de l'opposition se dirigera aujourd'hui vers Genève

Mesdames et Messieurs,

Vous avez tous entendu ce qu'a déclaré l'émissaire spécial, M. de Mistura, pour justifier la suspension de ce premier tour exploratoire et les raisons qu'il a avancé concernant des problèmes de procédure [2].

Cette part de ses explications est exacte. Des problèmes de procédure existent réellement depuis le début, bien avant que nous arrivions à Genève et même avant l'envoi des invitations aux parties concernées. Des problèmes consistant, comme vous le savez, à définir qui est l'opposition et qui sont les terroristes. Lesquels problèmes n'ont pas été réglés avant notre arrivée à Genève ; ce qui a, de plus en plus, compliqué la scène politique.

Cependant, il existe une autre part que M. de Mistura a évité d'aborder en raison de sa coutumière diplomatie au bout de quarante cinq années au service des Nations Unies. Cette part, de nature politique, se résume à dire que la « délégation de Riyad » a décidé dès ce matin, et suite à l'arrivée de Al-Khoja [dirigeant de la Coalition d'Istanbul] et de Riyad Hijab [Dirigeant du Groupe de Riyad] à Genève, de se retirer. M. de Mistura l'a su et a tenté de sauver le processus en déclarant la suspension de ce premier tour.

Par conséquent, d'une façon ou d'une autre, M. de Mistura a essayé de sauver de l'embarras l'autre partie ainsi que sa personne, pour garder la main sur l'opération, au minimum, pour la forme ; ce à quoi nous nous attendions depuis que nous sommes arrivés à Genève. D'ailleurs, je le lui ai dit hier et j'ai même parié avec lui qu'ils se retireraient. Et c'est ce qui s'est exactement passé.

En tout cas, ce comportement du « groupe de Riyad » [groupe d'opposition né à Riyad le 9 décembre 2015 avec la participation de dirigeants de factions terroristes armées, de la

Coalition d'Istanbul, du parti des Frères Musulmans, etc..., NdT] est le moins qu'on puisse dire irresponsable, inconséquent et récalcitrant à l'idée de s'engager dans des pourparlers « indirects » avec la délégation de la République arabe syrienne. Pourquoi ? Parce que ses employeurs sont essentiellement l'Arabie saoudite, la Turquie et le Qatar. Dès le début de l'opération, ses membres avaient reçu leurs instructions pour faire échouer Genève 3, tout comme ils ont précédemment fait échouer Genève 2 sous la direction d'El-Ibrahimi.

C'est pourquoi, comme vous l'avez remarqué, ils sont arrivés à Genève avec cinq jours de retard, ne se sont pas rendus au Palais des Nations pour rencontrer M. de Mistura, mais lui ont demandé de venir à leur hôtel où il s'est rendu par deux fois. En revanche, ils n'ont cessé de divulguer leurs accusations mensongères, se sont concentrés sur l'existence d'une crise humanitaire à Al-Mouadamiya et Madaya, pour ensuite s'attaquer à nos amis russes et à notre action militaire commune contre les terroristes.

Ce comportement, conjugué à la mauvaise gestion des responsables de l'ONU et de ceux qui ont organisé ce premier tour, ont fait que les clauses de la Résolution 2254 n'ont pas été respectées, ne serait-ce qu'en ce qui concerne l'invitation de toutes les parties syriennes concernées : les délégations de Riyad, du Caire, de Moscou ; mais aussi les délégations des partis nationaux venues de Damas.

Ajoutez à cela la lenteur extrême des prises de contact avec toutes ces couleurs des dites oppositions au point que « la délégation dite interne », présente à Genève depuis trois jours, n'a pu rencontrer qui que ce soit, n'a même pas reçu les badges l'autorisant à entrer dans l'enceinte de l'ONU, ni n'a disposé d'un local au même titre que « la délégation de Riyad » ; laquelle a visiblement bénéficié de tous les égards étant donné que, comme vous venez de l'entendre, M. l'Émissaire spécial a, en quelque sorte, préféré se blâmer lui-même plutôt que de blâmer son comportement dicté par ses employeurs.

En tant que gouvernement, ce qui nous intéresse est d'avoir prouvé au monde entier notre discipline, notre sérieux et notre sens des responsabilités. Ils nous ont invités à venir le 28 janvier. Nous sommes arrivés le 28 janvier et de l'aéroport, nous nous sommes rendus directement au Palais des Nations pour une première réunion avec l'Émissaire spécial de l'ONU. Puis, nous avons répondu à une deuxième invitation de sa part pour une deuxième réunion. Par conséquent, personne ne peut blâmer la délégation de la République arabe syrienne.

Vous avez sans doute remarqué que dans sa dernière déclaration, M. de Mistura s'est montré plus objectif par rapport à ce qu'il avait dit suite à sa première rencontre avec le groupe de Riyad, dont nous ne savons toujours pas s'il s'agit d'une véritable délégation. Et cela, parce que je lui ai expliqué qu'il avait, indirectement, donné l'impression que c'est le gouvernement syrien qui pourrait être blâmé pour manque de coopération en matière d'initiatives humanitaires. Ce qui est absolument faux et explique pourquoi il a fini par vous présenter ce dernier communiqué, objectif, équilibré, responsable et en accord avec la réalité telle qu'elle est.

Quant à la situation humanitaire, vous savez que le gouvernement syrien a autorisé l'entrée des aides à Madaya et Al-Mouadamiya ainsi qu'à Al-Tal, Kefraya, Al-Foua et ailleurs, non pour répondre aux exigences de quiconque, mais parce qu'en vérité c'est une tâche dont il s'acquitte continuellement pour aider notre peuple encerclé « par les terroristes » dans ces villes et localités.

Par conséquent, le facteur humanitaire concerne avant tout le gouvernement syrien ; ce que nous n'avons cessé de rappeler à Monsieur l'Émissaire spécial, vu que 75% de l'aide humanitaire est assurée par notre gouvernement, sans attendre la reconnaissance de qui que ce soit puisqu'il s'agit du peuple syrien, notre peuple ! Ceci, sans oublier que les six millions de « déplacés internes », comme ils disent, se sont rendus dans les régions contrôlées par notre gouvernement, y compris des familles des groupes armés.

Pour me résumer, je dirai que nous avons informé M ; de Mistura et la délégation qui l'accompagne de tous les détails de la situation. L'image est désormais très claire dans notre esprit et dans l'esprit de nos amis russes, iraniens, et de tous. L'image est claire et tous sont mécontents du comportement du groupe de Riyad et des directives politiques de leurs maîtres et employeurs.

RÉPONSES AUX QUESTIONS DES JOURNALISTES

1. Certains disent qu'ils [M. de Mistura et ceux qui l'accompagnent] auraient souhaité plus de souplesse de votre part, tout en déclarant qu'ils restaient optimistes quant à la suite des pourparlers. Qu'attendent-ils de vous au juste ?

En tant que « facilitateur », il [M.de Mistura] subit d'énormes pressions de la part des délégations occidentales, aussi bien du Groupe de Vienne [le GIAS : Groupe International d'Appui à la Syrie] que du groupe de Londres, du groupe de Rome et, machallah, de tous les autres qui se réunissent jour après jour autour du Secrétaire général, des Saoudiens, des Turcs, des Qataris... Nous devons donc tâcher un tant soit peu de comprendre sa situation. Cette pression a fait qu'il n'a pas pu tenir tous les morceaux du puzzle et qu'il a cherché une issue en prenant cette décision de suspension des pourparlers. Mais je crois et je sais, de sources personnelles, qu'il ne s'attendait pas à une telle fin et qu'il voulait aller de l'avant jusqu'au 10 février, étant donné que le GIAS doit se réunir le 11 Février pour évaluer la situation en fonction des avancées de ce premier tour. Des avancées qui n'ont pas eu lieu...

2. Qui en est responsable ? L'Arabie saoudite ? L'ONU ? M. de Mistura ? Les États-Unis ? La Turquie ? Quelles sont les raisons qui ont conduit à cet échec ? Est-ce de la responsabilité des délégations qui ont posé des « conditions préalables » ?

Tous ceux que vous avez cités sont responsables de ce résultat.

3. L'opposition dit que vous êtes responsables de cet échec et que ses réclamations ne concernaient que la libération des prisonniers, le cessez-le-feu et les aides humanitaires. Pensez-vous que vous auriez pu répondre à ces demandes ?

Premièrement, vous n'êtes pas logique quand vous parlez d'opposition. Nous n'avons pas trouvé une opposition en face de nous, mais des oppositions, des groupes se contredisant les uns les autres. Des personnes qui se sont empoignées, disputées, insultées, devant les délégations étrangères lorsqu'elles les ont accueillies dans leurs ambassades. Face à nous, nous avons trouvé plusieurs groupes de personnes obéissant à des forces et à des employeurs étrangers.

Deuxièmement, concernant le sujet humanitaire, nous avons cherché à nous entendre avec tous, depuis le tout début, à chaque réunion internationale et lors de chaque négociation, pour parler ou dialoguer. Nous venons de passer six jours à convaincre de la nécessité de

traiter la forme avant le contenu ; autrement dit, de traiter les problèmes de procédure, qui étaient supposés être réglés, avant le début de ce premier tour.

Je veux dire que nous n'avons cessé de répéter à M. de Mistura : « Nous voulons savoir avec qui nous devons nous asseoir ? Qui sont ces fantômes avec lesquels nous devons dialoguer ? ». Des fantômes ! Pas de liste. Pas de noms. Que des groupes, chacun venant d'un coin de l'univers, chacun ayant son propre employeur.

Ceci, alors que le groupe venu de Damas n'a trouvé personne à qui parler et qu'un autre groupe s'est trouvé réduit de dix à sept personnes une fois arrivé à Genève, trois d'entre eux s'étant retirés pour cause de désaccord entre eux. Même le « groupe de Riyad » qui avait nommément désigné dix-sept personnes, s'est réduit à douze lors de sa réunion avec M. de Mistura, certaines personnes ne figurant pas sur la liste des invités !

Une série d'étranges contradictions qui a bloqué toute tentative de mise en forme d'un agenda à suivre, alors que nous ne pouvons nous occuper du fond avant de nous entendre sur un protocole de travail. D'ailleurs, pour vous rappeler un exemple mémorable, je vous dirai que nous avons passé 29 jours à Genève à tenter de convaincre El-Ibrahimi de la nécessité de fixer un tel protocole. Il est resté récalcitrant pour céder le 29ème jour en nous disant : « Par Dieu, vous avez raison, nous devons fixer un ordre du jour ! ». Mais le lendemain, Genève 2 était suspendue.

Nous ne sommes pas des diplomates amateurs. Il nous faut fixer un protocole de travail, savoir avec qui nous discutons, qui est opposant, qui est terroriste... Questions sans réponses !

4. Avez-vous discuté de la reprise des pourparlers et de votre retour à Genève avec M. de Mistura ? [Question quasi inaudible en anglais, réponse en anglais].

Nous en discuterons une fois tous ces défis diplomatiques réglés. C'est aujourd'hui un échec, en effet. L'échec de tous, sauf celui du gouvernement de la République arabe syrienne, car nous avons répondu positivement à l'invitation de M. de Mistura... [Ici M. Al-jaafari répète succinctement son argumentation en anglais, insistant sur le fait qu'il était impossible d'avancer sans clarification *des deux listes : celle des groupes d'opposition habilités à négocier le règlement politique et celle des organisations terroristes...*].

5. Pensez-vous que la liste des organisations terroristes sera établie d'ici le 25 février, date de la reprise des négociations annoncée par M. de Mistura ? Reviendrez-vous à Genève si tel n'est pas le cas ?

Les 3 prochaines semaines, M. de Mistura, les gouvernements concernés ainsi que le gouvernement syrien sont censés évaluer ce qui vient de se passer à Genève. Nous prendrons notre décision quand il le faudra.

6. Le président Al-Assad avait évoqué qu'il ne fallait pas discuter avec les islamistes, mais avec leurs maîtres. Pourquoi discutez-vous avec eux ? [Question posée en français, réponse en français]

Nous avons dit à maintes reprises que nous étions prêts à discuter, négocier, coopérer avec tous les gouvernements responsables qui ont un intérêt véritable à aider le gouvernement syrien et à arrêter le sang dans le pays. Nous l'avons dit à maintes reprises et nous l'avons prouvé. L'ennui c'est que dès le début de la crise, il y avait des mains étrangères visibles et

invisibles qui manipulaient ces marionnettes qu'ils appelaient eux-mêmes « oppositions », au pluriel.

Le drame a commencé avec l'intervention étrangère directe et indirecte, que ce soit, l'intervention arabe, régionale ou internationale. Le soutien étranger aux rebelles, aux terroristes, aux opposants, a conduit à cet enchevêtrement de la situation. Le gouvernement américain est responsable. Le gouvernement français est responsable. Le gouvernement britannique est responsable. La Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar aussi.

7. Depuis lundi [1^e février 2016] et donc depuis le premier jour, la république arabe syrienne est accusée de chercher à torpiller lesdites négociations, exactement comme cela s'est passé pour Genève 2. Jusqu'à quand allez-vous rester de bonne foi avec ces oppositions ?

Nous ne restons pas de bonne foi avec des oppositions, mais avec des gouvernements. Nous sommes un gouvernement responsable d'un peuple, d'un État et d'un beau pays : la Syrie.

Nous agissons raisonnablement et nous ne sommes pas des amateurs en politique, comme je l'ai déjà dit. Notre plus grand souci est de sauver notre pays, d'arrêter les destructions et de mettre fin à la violence. Comment y arriver ? En coopérant avec tous ceux qui sont animés de bonnes intentions.

Ceci dit, nous ne raisonnons évidemment pas en idéalistes et nous savons parfaitement que certains ne veulent pas nous voir réussir ; mais c'est quand même notre ambition avec nos amis et nos alliés.

8. Dans quelle mesure les évolutions sur le terrain ont-elles influé sur De Mistura, les gouvernements qui le soutiennent et les oppositions inféodées à l'Arabie saoudite et à la Turquie ?

Je veux rester objectif en vous disant que je n'impute pas à M. de Mistura la responsabilité de ce qui s'est passé. Il a lui-même engagé sa responsabilité, mais il s'est peut-être trompé en sauvant la face des membres du groupe de Riyad au lieu de les laisser annoncer, eux-mêmes, leur retrait afin qu'ils en portent la responsabilité. Il les a sauvés du pétrin. Telle est la faute de De Mistura. Mais nous, nous ne lui imputons absolument pas cette responsabilité.

Quant aux évolutions sur le terrain, elles ont été décisives. Remarquez que leur décision de se retirer a eu lieu après l'ouverture de la route vers Nobol et Al-Zahra et après que nous ayons livré les équipements médicaux à Al-Tal, Al-Zabadani et à d'autres villes. Ce qui signifie que nous ne leur avons pas laissé l'occasion de critiquer le gouvernement.

Imaginez, et c'est un autre point important, que lors de notre rencontre d'hier avec M. de Mistura, nous lui avons suggéré de les tester en leur demandant de condamner les attaques terroristes de Sayda Zeinab. Gênés, ils ont bien été obligés de produire un communiqué dans ce sens, puis ont pris la décision de se retirer.

J'aimerais que l'on relie toutes ces données pour que nous puissions disposer d'une image panoramique de ce qui vient de se passer.

Je vous remercie.

Dr Bachar al-Jaafari

Envoyé permanent de la Syrie auprès des Nations Unies

Genève, le 03/02/2016

Source : Vidéo You Tube / SANA [Agence Arabe Syrienne d'Informations]

<https://www.youtube.com/watch?v=cvcxxkfjv2E>

Transcription et traduction par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Notes :

[1] Déclarations officielles de politique étrangère du 04 février 2016

<http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?type=bafr#Chapitre1>

[2] Switzerland: Syria peace talks suspended until Feb 25 – UN's de Mistura

<https://www.youtube.com/watch?v=yjucGbrL80w>

<https://www.youtube.com/watch?v=yjucGbrL80w>

La source originale de cet article est Vidéo You Tube / SANA
Copyright © [Dr. Bachar al-Jaafari](#), Vidéo You Tube / SANA, 2016

Articles Par : **[Dr. Bachar al-Jaafari](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca